



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Politique économique

Question au Gouvernement n° 2971

Texte de la question

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Pierre Dharréville.

M. Pierre Dharréville. L'activité est en train d'être relancée tant bien que mal et nous avons le sentiment que nous allons davantage subir cette relance que la piloter. Or le ralentissement économique nous interroge sur la course folle dans laquelle nous sommes engagés, gaspillant à tout-va le travail et la matière, abîmant les humains et la planète. Ont émergé de nombreuses interrogations sur les ressorts de notre machine économique, sur l'incurie du capitalisme. On a parlé de relocaliser les productions, de reprendre la main sur le marché, d'échapper au couple infernal consumérisme-productivisme, de respecter la santé au travail, et de revaloriser les métiers.

Nous devons affronter dans un même mouvement une crise qui s'annonçait déjà auparavant et la nécessité d'accélérer la transition écologique. Mais la guerre économique n'a jamais cessé et les amis du MEDEF sont sur le pont pour faire payer la crise et ses enjeux aux salariés. Si nous ne faisons rien, nous ne pourrons relever aucun des deux défis social et environnemental. Le monde d'après ressemblera alors furieusement au monde d'avant, en pire.

Il convient de conserver nos sites de production et d'amplifier leurs transformations. Il faut des investissements massifs dans les transports et l'industrie, et pas après-demain ! Parlez-nous par exemple de la sidérurgie. Vous avez annoncé un plan pour l'automne, mais pour certains sites et certains secteurs, il sera déjà trop tard. L'intervention publique doit être l'occasion de permettre aux salariés et, dans les secteurs stratégiques, à l'État, de gagner des leviers dans la gestion.

Où en êtes-vous de l'utilisation des 20 milliards de provisions, pour lesquels vos intentions sont jusqu'ici brumeuses ? Activons un véritable fonds stratégique, pour une relance industrielle, écologique et sociale. Sécurisons les emplois. Rien ne se réglera avec de petites tractations en catimini : un vrai mouvement démocratique est nécessaire, jusque dans les entreprises et l'économie. Allez-vous concevoir la relance, avec l'ensemble des acteurs, à ciel ouvert ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme la secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances.

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. La situation est inédite, la preuve en est que je suis tout à fait d'accord avec vos propos, monsieur Dharréville. La relance et la reconstruction industrielles n'auront pas lieu si nous faisons l'économie de la transition écologique et énergétique – et numérique : pendant deux mois, nous avons vécu à l'aide des infrastructures numériques et nous constatons tout le bénéfice qu'il est possible d'en tirer, notamment pour la transition écologique, grâce aux

économies d'émissions de CO2. Telle est donc bien la direction que nous avons empruntée.

Le plan défini avec Bruno Le Maire, ministre de l'économie, comporte trois phases. La première correspond au plan d'urgence, que vous avez voté,...

M. Jean-Paul Lecoq. Ne nous accusez pas d'avoir voté ce plan

Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Étaten l'enrichissant par deux fois ; il vise à maintenir les entreprises la tête hors de l'eau et à faire en sorte que les salariés conservent leur emploi et continuent à percevoir leurs rémunérations. Ensuite vient un plan de soutien, destiné à certains secteurs. Nous avons désigné le tourisme, dans une acception large – hôtellerie, restauration, cafés – ainsi que l'aéronautique et l'automobile. Enfin, un plan de relance interviendra plutôt en septembre, lorsque le rapport entre la croissance et la consommation sera visible.

Le plan de soutien comporte des mesures immédiates pouvant concerner la sidérurgie, qui est en amont du secteur automobile. Nous travaillons dans ce domaine au niveau national, ainsi qu'au niveau européen : j'ai parlé avec mon homologue espagnole, qui voulait précisément défendre un plan sur l'automobile et la sidérurgie. Oui, nous disposons d'un plan organisé ; l'importance de la reconquête industrielle, qui se situait au cœur de notre politique économique, est plus que jamais confirmée. On voit l'intérêt de recréer des emplois en France, des emplois productifs, qui tirent la machine économique tout entière. (*Laurent Saint-Martin applaudit.*)

Données clés

Auteur : [M. Pierre Dharréville](#)

Circonscription : Bouches-du-Rhône (13^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2971

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Ministère attributaire : Économie et finances (Mme la secrétaire d'État auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 mai 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [6 mai 2020](#)